

**Activity cycle memorandum (Activity Appraisal Document (BEMO))**  
**(for ODA activities)**

**1.1 General information**

*Please refer to the ODA Policy Data Guide to help you provide the following information.*

**Red --> Parts which should not be published in the open data.**

**[Click here for more information.](#)**

<b>Application number</b>	4000004771
<b>Date of receipt of application</b>	16/11/2020 (Note Conceptuelle), 15/02/2021 Proposition, 15/3 proposition révisée.
<b>Short name of application</b>	PGLR+
<b>Full name of application</b>	Programme de Gouvernance Local Redevable II
<b>Description of application</b>	<p>Le programme PGLR+ constitue la phase II de ce programme de gouvernance locale qui mets la jeunesse au centre de leur approche, comme moteur de développement local et de la paix. En consolidant les acquis et les leçons apprises de la phase I, PGLR+ vise à contribuer au renforcement du contrat social entre la population et les autorités locaux à travers 4 axes de changement : 1) élargissement d'un mouvement de citoyens et de citoyennes; 2) augmentation de la transparence et de la redevabilité des responsables publiques et de la vie associative; 3) amélioration de la performance des responsables publics dans la gestion des affaires et l'accomplissement des devoirs des citoyens et citoyennes; 4) institutionnalisation de l'approche PGLR.</p> <p>La problématique centrale que le PGLR+ vise à adresser/renverser est la tendance d'exclusion de la jeunesse (qui constitue 65% de la population) dans la gestion des affaires publics qui continue d'éroder et qui est d'ailleurs un facteur contribuant aux jeunes de s'associer aux idéologies extrêmes et de chercher la migration illégale.</p> <p>Vu la bonne performance de la phase précédente (validé par une évaluation externe), la phase 2 constitue une mise à échelle en ajoutant des communes voisines, mais surtout une approfondissement de l'approche, de nouvelles outils et un accent plus fort sur l'institutionnalisation afin de renforcer la durabilité de cette investissement.</p>
<b>Budget holder</b>	BAM
<b>Business partner</b>	SNV (on behalf of SNV-ICCO-OXFAM/NOVIB)
<b>Business partner's number</b>	8032
<b>Legal relationship</b>	Grant
<b>Commitment in foreign currency</b>	N/A
<b>Corporate rate</b>	€ 1 = FCFA 655,9570741691

<b>Commitment in EUR</b>	EUR 20,000,000
<b>Funds centre</b>	1704U03040003
<b>Activity start date</b>	1/04/2021
<b>Activity end date</b>	31/03/2026
<b>Contract start date</b>	1/04/2021
<b>Contract end date</b>	31/03/2026
<b>Is this a follow-up to a previous activity?</b> <i>(If so, provide the number of the previous activity)</i>	Oui, activity number 26993
<b>Specific undertakings</b> <i>(State here if the activity to be financed is the result of an undertaking by a minister, an amendment by the House of Representatives or another reason. You should also state here if the activity is a fully confidential activity and should therefore be excluded from open data).</i>	

## 1.2 Information for OESO-DAC

(Please refer to the [ODA Policy Data Guide](#) to help you provide the following information.)

<b>Aid modality</b>	Other Aid		
<b>Donor role</b>	Single donor		
<b>Technical assistance</b>	TA = 0		
<b>Beneficiary's country/region</b>	Country (state the country concerned)		
<b>Specified countries + division of budget over those countries</b> <i>(in so far as this is known)</i>	<b>Country</b>		
	Mali		
	<b>Total</b>		<b>100%</b>
<b>Location within the country/ countries</b> <i>(be as specific as possible)</i>	Segou, Mopti, Timbouctou, Gao (240 communes)		
<b>CRS code (1 CRS code per activity)</b>	15150		
<b>Policy markers weighted 'principal'</b> <i>Explain choices in section 2.1</i>	<b>International RIO markers</b>		
	Gender		Choose an item.
	Climate adaptation		Choose an item.
	Climate mitigation		Choose an item.
			<i>Explain your choices under 2.1.</i>
	Participation, Good Governance		
<b>Policy markers weighted 'significant'</b> <i>Explain choices in section 2.1</i>	<b>International RIO markers</b>		
	Gender		Significant
	Climate adaptation		Significant
	Climate mitigation		Not applicable
			<i>Explain your choices under 2.1</i>
	Lutte Contre la corruption Démocratisation Décentralisation		

## 2. APPRAISAL OF THE ACTIVITY

### 2.1 Policy relevance (including digitalisation) and monitoring, evaluation and learning (MEL)

La stratégie du PGLR+ découle d'un constat que une des causes profondes de la situation que vit le Mali en général et le centre et nord du pays en particulier reste la crise de confiance entre gouvernants et gouvernés, pas seulement du pouvoir centrale mais aussi des gouvernants locaux aux populations et communautés à la base.

Malheureusement ce constat au début de la phase 1 s'est démontré toujours actuel aujourd'hui. La crise politique de 2020 avait à la base un érosion (manque de confiance) du contrat social, surtout parmi la jeunesse. Une 'refondation de l'état' a été jugé nécessaire par les autorités de la transition (fin 2020), centré autour le renforcement de la confiance entre la population et les dirigeants élus à travers des réformes structurelles, la lutte contre la corruption et l'impunité. Or, tel que témoigné par plusieurs recherches et analyses de la société civile, il est considéré primordiale que un tel changement devrait commencer à la base et en dehors de Bamako,

axé sur l'inclusion et de la redevabilité. La PGLR s'inscrit dans cette optique, et sa deuxième phase vise à consolider et mettre en échelle les acquis de la phase 1 en mettant plus d'accent sur l'institutionnalisation de son approche.

Ainsi, le programme PGLR+ correspond aux priorités de Pays-Bas pour Mali et la région de Sahel, tel que décrit dans la Stratégie Multi Annuelle pour le Sahel, ainsi que résultat 3.2 du Cadre de Résultats sur la Stabilisation et l'Etat de droit (DSH/*Results Framework Security and Rule of Law*):

*'National and local level governance is more inclusive and accountable, by strengthening political parties and parliament and promoting democratic space and inclusive political decision-making'*

De plus, le programme s'accorde bien avec les priorités de l'agenda post-COVID-19 *Building Back Better* avec son accent spécifique sur la localisation et l'importance d'investir dans la jeunesse.

Lors de sa phase précédente, et tel que validé par l'évaluation finale, le PGLR a montré une bonne reconnaissance des autres intervenants (le 'paysage institutionnelle') dans le domaine de la gouvernance locale et a activement cherché des partenariats lors de sa mise en œuvre. PGLR+ est en complémentarité avec les autres programmes appuyés par le Ministère visant à renforcer les capacités locaux de la gestion des affaires publiques et les ressources naturelles dans les zones fortement touchés par les conflits, en renforcement la position de jeunes femmes et hommes. En effet, des synergies entre PGLR et le programmes suivants seront recherchés dans les communes d'intervention conjointes:

- Projet PDREAS (Banque Mondiale): vu son objectif d'accroître les transferts de l'État aux communes et renforcer la participation citoyenne, l'approche PGLR est complémentaire à l'appui institutionnel de ce programme ;
- Projet PDIDS (Sourou) : sur les 23 communes de l'intercommunalité du Sourou, 21 sont déjà incluses dans la première phase du PGLR; les jeunes de ces communes contribueront ainsi aux mêmes axes transversaux que le projet précédent ;
- Le projet Land@Scale visant le renforcement d'une gouvernance foncière juste, inclusive et durable : les jeunes seront impliqués dans les activités de mitigation de conflit, y inclus dans le domaine de droit foncier;
- Projet PASARC II: les synergies dans le domaine de la mitigation de conflits dans le domaine de la gestion de ressources naturelles/fonciers ;
- DEMESO: les jeunes renforcent le travail des réseaux de para-juristes dans les communautés.
- NIMD : le nouveau consortium Power of Dialogue vise à élargir l'espace de dialogue sur les thématiques de gouvernance avec des jeunes femmes et hommes, à plusieurs niveaux.

Il est anticipé que l'ambassade joue un rôle actif de facilitation dans le renforcement de synergie entre ces programmes, afin d'optimiser l'impact conjointe sur terrain.

**MEL** : L'évaluation finale de la phase précédente a constaté que, de manière générale, le PGLR a fait preuve d'une capacité d'apprentissage et a su s'adapter aux changements contextuelles, facilitée par le fonctionnement adéquat des structures de gouvernance et de gestion du programme. Le PGLR+ s'appuiera sur l'expérience de la première phase et les recommandations de l'évaluation externe pour améliorer son système de suivi-évaluation et de rapportage annuel. Le cadre de résultats pour PGLR II sera davantage approfondi lors de phase de démarrage sur base des analyses plus contextuelles par région d'intervention (les analyses GESI et 'analyse politique et économique'/PEA). Cela dit, les indicateurs tels que définis déjà montrent une bonne équilibre entre les résultats qualitatives et quantitatives et sont axés sur les changements concrets à différents niveaux. La capacité MEL au sein du programme est robuste et en accord avec l'échelle du programme: une équipe de suivi et évaluation de quatre experts est chargée de gérer la collecte de données, le renforcement des capacités des acteurs sur terrain sur la collecte de données, et proposer des modifications sur base d'une évaluation du progrès vers les cibles annuels.

Le système de suivi et évaluation, impliquant les jeunes leaders en tant que acteurs de la collecte des données, sera élaboré sous le PGLR+ grâce à l'acquisition de nouveau kit de collecte et la mise en place d'une plateforme commune de collecte et de rapportage des indicateurs du programme. Cette plateforme est basée sur la collecte

de données via les smartphones. Un plan de suivi évaluation et des guides d'utilisation des outils seront mise à la disposition des acteurs locaux impliqués dans la collecte de données.

Un étude de référence, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront réalisés par le programme.

Lors de la première 6 mois de démarrage, un processus d'affinement de la quantification des activités, des résultats et des indicateurs de résultats sera réalisé. A la fin de cette phase de démarrage, les produits suivants seront soumis à l'ambassade (exigences contractuelles):

- Rapport d'analyse GESI et PEA dans les communes d'intervention;
- Cadre de rendement (SE) modifié sur base des analyses et travail d'affinement;
- Une stratégie de retraite PGLR, avec des indicateurs de progrès.

<b>Task</b>	<b>Assessment</b>
<p>In addition, assess the extent to which this intervention is relevant to policy.</p> <p>State how this intervention scores on the cross-cutting themes of gender, climate adaptation and climate mitigation. Ensure that this is in accordance with the policy markers selected in section 1.2.</p>	<p>Le programme PGLR+ porte sur le renforcement de la gouvernance inclusive et de la redevabilité des autorités locales, à travers la création d'un réseau de jeunes leaders qui s'engagent dans le processus politique de gouvernance au niveau local en faveur du développement de leurs communautés.</p> <p>Comme mentionné ci-haut, le programme est en accord avec le contexte actuel du Mali, les priorités du gouvernement malien, et les priorités politique de la coopération Pays-Bas. S'appuyant sur les leçons apprises de la phase 1, le PGLR a développé une analyse genre de manière générale. L' équipe est demandé de l'approfondir lors de la phase de démarrage (premier six mois) par commune (GESI et PEA).</p> <p>Indirectement le programme vise à mitiger les conséquences du changement climatique à travers les efforts de mitigation des conflits autour de ressources naturelles menés par les jeunes dans les communautés, ceci en forte synergie avec les autres programmes appuyés par l'ambassade (notamment Land@Scale, PDIDS, PASARC).</p>

## **2.2 Problem analysis and lessons learned**

### **2.2.1 Description**

#### **Problématique centrale :**

Après 20 ans de la mise en œuvre d'une politique de décentralisation au Mali, et malgré les investissements forts de la communauté internationale, plusieurs évènements politiques et sécuritaires au cours de cette période ont soulevé que la gouvernance au niveau de collectivités territoriales est de moins en moins inclusive et performante. Le plus récemment, le coup d'état de Aout 2020 était le résultat d'une érosion de ce contrat social, une manque de confiance, et les dynamiques d'exclusion senti par une grande majorité du pays.

Au cœur de cette érosion du contrat social est la problématique d'exclusion: la faible intégration des jeunes dans la gouvernance locale et les obstacles spécifiques à l'inclusion des femmes et des groupes avec des besoins spécifiques (exemples : personnes vivant avec handicap, populations mobiles/nomades). De plus, les défis relatif à la décentralisation, où la multitude des institutions locales souffrent non seulement d'une faible légitimité à cause de leur faible performance (fonctionnement des mécanismes de concertation et de reddition de compte, fourniture des services), mais aussi d'une méconnaissance de leur fonctionnement par et une faible collaboration

avec les populations. Le tout est exacerbé par un contexte avec des facteurs divers de conflictualité et d'insécurité.

La jeunesse, qui constitue 65% de la population malien, se sentent peu écouté et intégré dans la gouvernance, en raison de la hiérarchisation de pouvoirs au sein des sociétés influencés par la tradition, y inclus une monopolisation de l'information au niveau des élites dirigeantes (hommes adultes), et sur la gestion de l'accès au fonciers et ressources naturelles. Cette tendance risque d'un part de tourner la jeunesse vers les chemins dangereux d'extrémisme et la migration illégale, et d'autre part de ne pas optimaliser un grand potentiel et force en faveur du développement local.

### **La réponse**

Ce programme vise à donner une réponse à cette problématique en créant un réseau de jeunes leaders formés et capable d'engager sur les questions de redevabilité et démocratisation dans 240 communes, et pousser les autorités locaux à prendre leurs responsabilité en faveur d'une meilleure gestion de services à la base. Plus spécifiquement, le programme est fondé sur une logique d'intervention centré autour l'implication de la jeunesse dans les débats de gestion des affaires publiques, dans le contexte de la décentralisation.

PGLR+ vise à contribuer au renforcement du contrat social entre la population et les autorités locaux à travers 4 axes de changement : 1) élargissement d'un mouvement de citoyens et de citoyennes; 2) augmentation de la transparence et de la redevabilité des responsables publiques et de la vie associative; 3) amélioration de la performance des responsables publics dans la gestion des affaires et l'accomplissement des devoirs des citoyens et citoyennes ; 4) institutionnalisation de l'approche PGLR.

Ainsi, la **Théorie de Changement** du PGLR+ peut se résumer comme te :

*si* les jeunes citoyennes sont plus engagés dans l'exercice de leurs droits et devoirs (à travers un mouvement de citoyens élargi) ; *si* la gouvernance des affaires publiques devient plus inclusive, redevable et transparente; *si* la performance des gestion des affaires et l'accomplissement des devoirs citoyennes sera amélioré; *alors que* l'offre de services de base (eau potable, sante communautaire, éducation) et la gestion des ressources naturelles, l'accès au fonciers et la gestion de conflits sera améliorée, qui contribuera au renforcement du contrat social. Or, le renforcement du contrat social est considéré un condition de base pour créer un environnement propice à la paix et la stabilité.

La recherche simultanée d'une équilibre de transparence et de performance, mutuellement engageant entre les responsables publics et les citoyens et citoyennes, permettra l'exercice d'un contrat social satisfaisant pour les deux parties, qui *in fine* contribue à la cohésion sociale et au développement local.

L'approche PGLR se résume comme tel : faire de la jeunesse un acteur déclencheur d'une gouvernance inclusive et d'un contrat social équilibré entre les citoyens et les responsables publics locaux formels et informels par des stratégies de renforcement de capacités, de dialogue et de collaboration.

De manière spécifique, le PGLR+ contribue à la réalisation de quatre indicateurs de développement de la politique néerlandaise (incorporé dans le cadre de résultats ci-dessous):

- Nombre de personnes (f/m) qui ont été formées aux activités de gouvernance politique ; 28 608
- Nombre d'études sur les moteurs de conflit ou d'enquêtes sur la perception de la gouvernance politique menées avec le soutien des Pays-Bas ; 16
- Nombre de personnes (f/m) formées aux techniques de résolution des conflits ; 1 200
- Nombre d'initiatives prises par les autorités (locales/nationales/régionales) pour organiser des consultations publiques sur les lois et les politiques : 240

Indicateur #	Niveau d'indicateur	Domaine de résultats	Indicateurs de performance	Fréquence de mesure	Total Cible
--------------	---------------------	----------------------	----------------------------	---------------------	-------------

**Objectif global :**

1	<b>Impact :</b>	I1. Le contrat social entre les acteurs est renforcé par une gouvernance inclusive des affaires publiques locales	Degré de satisfaction des citoyens et citoyennes concernant la qualité et l'inclusivité des services publics rendues	base/mid/ end line	70%
2			Degré de satisfaction des responsables publics locaux concernant l'exercice par les citoyens et citoyennes de leurs devoirs		70%
3			Taux d'influence des citoyens et citoyennes dans la prise de décisions publics		50%

**Axe de changement 1 : Élargissement d'un mouvement de citoyens.nes**

4	<b>Effets :</b>	E1. Un mouvement de citoyens.nes légitime, engagé et actif en gestion des affaires locales	# de citoyens et citoyennes qui pratiquent leurs devoirs (engagés et actifs en matière de gestion des affaires locales)	annuel	442 104
5	<b>Résultat clé :</b>	R1.1. La gestion interne des associations de base d'où provient les jeunes est améliorée	Nombre d'associations de base avec une gestion conforme à leurs missions et modes de fonctionnement	annuel	7 603
6			Nombre de personnes (f/m) qui ont été formées aux activités de gouvernance politique (DGIS)	annuel	28 608
7		R1.2. Les maisons des jeunes sont devenues des centres opérationnels et des ressources pour la jeunesse	% ou Nombre de maisons des jeunes fonctionnelles	annuel	172
8			Nombre de maisons des jeunes disposant d'un centre de ressources et d'orientation des jeunes	annuel	120

Indicateur #	Niveau d'indicateur	Domaine de résultats	Indicateurs de performance	Fréquence de mesure	Total Cible
9			Nombre d'études sur les moteurs de conflit ou d'enquêtes sur la perception de la gouvernance politique menées avec le soutien des Pays-Bas (DGIS)	annuel	16
10			Nombre de personnes (f/m) formées aux techniques de résolution des conflits (DGIS)	annuel	1 200
11			Nombre de jeunes (h/f) utilisant les centres d'archivage numériques et les plateformes	annuel	251 232
12			Nombre de jeunes (h/f) touchées via les actions d'émancipation de la jeunesse (restitution, sensibilisation, recherche et activités culturelles)	annuel	325 440

13		R1.3. Plans d'action communaux budgétisés élaborés et exécutés par les jeunes	Taux d'exécution des plans d'action communaux budgétisés	annuel	80%
----	--	---	--	--------	-----

**Axe de changement 2 : Augmentation de la transparence et de redevabilité des responsables publics et de la vie associative**

14	<b>Effets:</b>	E2. La gestion des affaires communales, des services délégués par la Commune et des associations de base est transparente	# et % de communes ayant renforcé la transparence dans la gestion des affaires publics	annuel	70%
15			# et % d'OGSPs ayant renforcé la transparence dans la gestion des affaires publics	annuel	70%
16			# et % associations de provenance des jeunes mobilisés pour la transparence dans la gestion des affaires publics	annuel	75%
17		E3. Les systèmes d'informations sur la transparence sont améliorés et utilisés dans l'espace public	% des communes disposant d'un système de communication avec les populations et les jeunes	annuel	100%
18			% des commune disposant d'un contrat permanent avec les radios et délivrant des messages de qualité sur la gouvernance participative.	annuel	70%
19	<b>Résultat clé :</b>	R2.1. La participation efficace des citoyens.nes aux cadres de concertation formels	% de CCOCSAD organisés par commune par année avec une participation de plus de 30 personnes)	annuel	50%
20		R2.2. Les événements publics pérennes de reddition des comptes sont dynamisés	Nombre de participation des jeunes (h/f) et des populations aux événements publics de redevabilité des Communes et des OGSP	annuel	159 588
21			Degré de satisfaction des participants relatif aux consultations publiques organisées par la commune et par les OGSP	annuel	70%
22			Nombre d'initiatives prises par les autorités (locales/nationales/régionales) pour organiser des consultations publics sur les lois et les politiques (DGIS)	annuel	240

Indicateur #	Niveau d'indicateur	Domaine de résultats	Indicateurs de performance	Fréquence de mesure	Total Cible
--------------	---------------------	----------------------	----------------------------	---------------------	-------------

**Axe de Changement 3: Amélioration de la performance des responsables publics dans la gestion des affaires et l'accomplissement des devoirs des citoyen.nes.**

23	<b>Effets :</b>	E4. Les citoyens.nes pratiquent leurs devoirs (paiement des impôts et taxe, participation aux événements publics, la protection des biens publics et des ressources naturelles)	Taux de paiement de la Taxe de Développement Régionale et Locales (TDRL) par les citoyens et citoyennes	base/mid/ end line	70%
24			Nombre d'actions organisées par les citoyens et citoyennes pour l'amélioration du cadre de vie (ex. curage, assainissement, reboisement et protection)	base/mid/ end line	12 000
25			Nombre de veille/alerte pour la prévention aux conflits	annuel	1 440

26			% des conflits liés aux ressources naturelles résolues	base/m id/ end line	60%
27		E5. Les responsables publics locaux rendent des services de qualité, inclusifs et innovants dans les domaines de l'état-civil, eau, santé, éducation, jeunesse, formation et emploi	# de communes disposant d'un plan de formation professionnel et de création de l'emploi	base/m id/ end line	172
28			% de point d'eau potable fonctionnel	base/m id/ end line	95%
29			Progression du nombre moyen de consultations prénatales des centres de santé communautaire ;	base/m id/ end line	3
30			% d'OGSP (santé, eau potable, éducation) fonctionnels conformément à leurs mandats	base/m id/ end line	70%
31			R3.1. Les jeunes accèdent à des postes publics et niveaux d'influence et de responsabilité dans leur communauté	% et Nombre de postes clés détenus par les jeunes (h/f) au sein des organes/structures de gouvernance au niveau local / national	annuel
32	<b>Résultat clé :</b>	R3.2. La confiance entre des responsables publics et les représentants de la vie associative est renforcé	Taux de confiance entre les responsables publics et les représentants de la vie associative	annuel	60%
33		R3.3. Les responsables publics ont développé des stratégies innovantes pour la mise en œuvre des compétences transférées par l'État	# des stratégies innovantes et effectives pour la mise en œuvre des compétences transférées (État civil ; jeunesse ; emploi et formation professionnelle, culture, artisanat utilitaire) par l'État	annuel	6
<b>Indicateur #</b>	<b>Niveau d'indicateur</b>	<b>Domaine de résultats</b>	<b>Indicateurs de performance</b>	<b>Fréquence de mesure</b>	<b>Total Cible</b>
<b>Axe stratégique : Institutionnalisation de l'approche : durabilité et mise à l'échelle<sup>1</sup></b>					
34		E6. L'institutionnalisation de l'approche du PGLR+ est portée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports	Niveau de réalisation / et de suivi par le Ministère de la jeunesse et des sports des recommandations issues du Comité Consultatif National du PGLR+	annuel	70%
35	<b>Effet :</b>		Nombre d'actions entreprises par le ministère de la Jeunesse et des sports auprès de la primature et des Ministères liés aux thématiques de l'approche PGLR+	annuel	3

<sup>1</sup> Pendant la phase de démarrage une stratégie spécifique d'institutionnalisation en vue de la pérennisation de l'approche PGLR précisera les indicateurs.

36			Nombre d'action entreprise par la primature auprès des PTF (sous le portage du Ministère de la Jeunesse et des sports)	annuel	1
37	Résultat clé :	R4.1. L'approche PGLR est soutenue par les Directions Régionales de la Jeunesse	Nombre de directions régionales qui ont présenté la démarche PGLR+ au CROCSAD	annuel	4
38		R4.2. La démarche PGLR+ est partagée par les acteurs	Nombre d'acteurs locaux et régionaux qui ont présenté les résultats et la démarche PGLR+ au niveau des événements de partage (forum, conférence, etc.)	annuel	4
<p><b>Axe transversale : Genre et inclusion sociale pour une gouvernance locale inclusive et redevable. La mesure des effets de l'axe transversal est intégrée dans le cadre de résultats ci-dessus. Les effets de cet axe sur les résultats sont mesurés par les indicateurs susmentionnés.</b></p>					

### **Différence entre Phase 1 et Phase II.**

L'approche PGLR s'est évolué au cours du temps. Ce basant sur les leçons apprises lors de sa mise en œuvre et les constats de l'évaluation finale, cette dernière phase vise à consolider les résultats et acquis de la première phase avec une mise à échelle du programme et un accent plus fort sur la durabilité, les résultats concrets et la synergie. La phase I du PGLR a amorcé le retour de la confiance grâce à l'établissement des espaces de dialogue et de concertation : la participation des femmes et de Jeunes aux instances de décision communales, aux OGSP (Office de Gestion de Services Publiques) et l'ouverture des responsables publics à la transparence et à la redevabilité. Cette phase II mettra davantage le focus sur l'obtention des gains de performance des responsables publics locaux en matière de gestion des affaires locales et la fourniture de services et des gains de citoyenneté par la pratique effective de leurs devoirs citoyens. (*from inclusive process to inclusive results*). De plus, la deuxième phase anticipe d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires pour renforcer l'impact conjointe :

Comparaison entre les deux phases	Première phase	Deuxième phase (PGLR+)
Investissement en €	€17 439 207	€ 20 000 000
Coût par personne impactée	€115	€33
Communes d'intervention	180	240
Jeunes leaders et citoyens	4 000	19 000
Membres des comités de gestion des services publics	90 000	265 000
Total personnes impactées directement	152 000	614 000
Personnes indirectement impactées	1 200 000	4 200 000

### **Approche Genre**

L'analyse contextuelle du programme a incorporé une analyse globale genre soulignant l'inégalité genre en termes de représentativité des femmes dans la gouvernance locale, notamment dans les postes de prises de décisions ainsi que des autres organisations locaux. Plusieurs facteurs culturels, économiques et sociaux sont à la base de cet inégalité, qui vont être davantage élaborés dans la période de démarrage à travers un analyse communal de diagnostic qui contient un analyse égalité genre. De manière générale, et sur base d'apprentissage de la phase 1, l'approche genre de la phase 2 s'est évolué comme tel :

- La phase 2 continuera de maintenir le principe de la parité entre les jeunes leaders femmes et hommes de la phase 1, mais il sera étendu aux partenaires de mise en œuvre.
- Une attention particulière sera mise à la relation de pouvoir homme/femme au sein du réseau des jeunes leaders et sur les attitudes des uns envers les autres.

- PLGR+ ajoutera des guides et modules additionnels sur le leadership inclusif aux formations de renforcement de capacités des jeunes leaders.
- Les femmes leaders PGLR+ bénéficieraient des formations sur le leadership, la confiance en soi, et l'importance de l'implication de la femme dans la vie publique.
- Les jeunes leaders, les membres des organisations de base et les responsables publics locaux seront outillés avec l'approche sensibilité au genre pour améliorer les instruments de l'action publique locale, comme par exemple le plan de développement, le budget et le compte administratif.
- Face au besoin d'autonomisation et de leadership des jeunes femmes et pour renforcer leurs positions et influences, des approches spécifiques (information, formation, coaching personnalisé et débats de quartier) seront mis en œuvre. Cela se fera par l'équité en matière de planification des activités, de partage des budgets à 50/50% hommes - femmes et des responsabilités au sein des groupes communaux de jeunes, et aussi au sein des équipes des agences et des PMO.
- L'autonomisation financière des jeunes leaders femmes afin de renforcer leur statut et leur implication dans la gestion des affaires locales et leur leadership politique sera également renforcée à travers la mise en place de l'épargne participatif tel que *Muso ka Jigiya* Ton (VSLA) ou d'Épargne pour le changement (EPC) et d'alphabétisation.
- Les organisations de provenance des jeunes leaders femmes seront renforcées afin de débattre des sujets sensibles auxquelles elles sont confrontées. Les jeunes hommes convaincus et imprégnés de l'approche genre seront sollicités pour débattre de ses principes et avantages au niveau des quartiers, villages, fractions et camps de déplacé

### **Changement Climatique :**

L'analyse PGLR souligne le changement climatique comme un des facteurs exacerbant des conflits locaux autour l'accès concurrentiel aux ressources naturelles et la gestion du foncier. Ces dynamiques de conflits ont été exacerbé par la dégradation des sols et des forêts, les changements climatiques, l'accaparement des terres et les insuffisances de capacités des acteurs à prévenir et à gérer localement les conflits de gestions des ressources naturelles. A travers l'implication des jeunes leaders dans les structures locaux de gestion de conflit foncier le programme cherche à mitiger les conséquences du changement climatiques au niveau local. Ceci devrait se faire en bonne collaboration et coordination avec les autres programme dans le même domaine, tel que le Land@Scale et le PASARC, PDIDS.

### **2.2.2 Appraisal**

*Assess the project's contextual analysis in the table below. If certain criteria do not apply, explain why.*

<b>Task</b>	<b>Appraisal (Yes/No, plus reasons):</b>
The proposal and the contextual risks (see section 4) have been agreed with the mission(s) concerned.	Oui, la proposition a fait l'objet d'un intake (phase note conceptuelle) et ensuite un Quality@Entry par un expert en matière du gouvernance et la région de Sahel de Clingendael. DSH a également fourni des commentaires. L'ensemble des contributions ont informé la rédaction d'une deuxième version de la proposition technique. La proposition contient un analyse
	de risques bien élaboré et sur base des commentaires fait par l'Ambassade.

<p>The proposal is based on a careful and thorough contextual analysis (including a gender analysis) that results in a logical problem definition and objective.</p>	<p>Oui. La proposition procède à une analyse rigoureuse du contexte et les aspects liés à la problématique de gouvernance et la participation/citoyenneté au Mali.</p> <p>De plus, le PGLR sera demandé de fournir un analyse PEA plus contextualisé par région d'intervention lors de la première 6 mois de démarrage, afin de permettre une meilleure analyse sur comment les activités PGLR influenceront/serons influencés par les structures de pouvoir et leurs alliances au niveau local.</p> <p>La proposition contient également un analyse genre de manière générale, mais cet analyse va davantage être approfondi par commune à travers un 'analyse de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale' (GESI) pour chaque nouvelle commune.</p>
<p>Based on the problem formulated, the proposal explains in a logical manner why the intervention is aimed at the specified geographical location.</p>	<p>Le programme continuera à travailler dans les 180 communes qui étaient ciblés lors de la phase 1, dans les régions qui ont été identifié prioritaire par le MLS Sahel en raison de leur fragilité. Un processus de graduation (classement) des communes permettra d'ajuster le paquet d'activités et le budget du plan d'action de chaque commune en fonction du niveau atteint vers des changements durables en matière de gouvernance inclusive. Le choix pour les 60 communes additionnelles a été fait sur base de plusieurs critères, y compris un analyse de la complémentarité avec des autres projets dans la commune, la continuité géographique, l'engagement des responsables communaux, etc.</p>
<p>The proposal justifies the choice of target group and the target group's gender-specific interests and needs.</p>	<p>Oui. Le choix de se centrer sur la jeunesse est au cœur de l'approche PGLR.</p>
<p>The proposal sets out which relevant actors were involved in formulating the proposal and what influence they had on its content.</p>	<p>Oui. La conception de nouvelle phase a été informé par plusieurs consultations avec les acteurs clés impliqués dans le programme. La première consultation a été fait avec le Comite Consultatif National fin 2020, qui a rassemblé les jeunes leaders, coordinateurs et conseillers des PMO, et autres partenaires impliqués. Ensuite, des rencontres régionaux ont été organisés avec les bénéficiaires et partis prenantes sur terrain. Plusieurs recommandations en ont sorties qui ont influencé l'orientation du projet.</p>
<p>A stakeholder analysis (incl. women and young people) has been carried out and the results incorporated into the proposal.</p>	<p>Les principaux acteurs clés sont mentionnés dans la proposition. Cependant, vu la grande diversité contextuelle entre les régions cibles par le programme, l'Ambassade a demandé le PGLR d'exécuter les analyses PEA (<i>political economy analysis</i>) par région lors de la période de démarrage, afin d'approfondir davantage la compréhension des dynamiques locaux de pouvoir et les acteurs y impliqués.</p>
<p>Insights and lessons learned from the following sources have been used in formulating the proposal:</p>	<p>Oui, une évaluation finale a été exécutée à la fin de la première phase. La proposition fait référence aux majeurs</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• previous or comparable activities</li> <li>• published evaluations</li> <li>• relevant publications (academic, online, etc.).</li> </ul>	<p>leçons apprises et conclusions de l'évaluation. De plus, Clingendael a vérifié les hypothèses du programme contre la recherche fait dans le domaine de gouvernance.</p>
<p>In the case of technological solutions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the added value and risks associated with the solution(s) have been considered carefully</li> <li>• the most efficient technology has been chosen</li> <li>• the technology has been developed with the users to reach a diverse user group</li> <li>• an analysis of the local digital ecosystem (strengthening existing system, no duplication and not standalone).</li> </ul>	<p>Oui. Lors de la phase I, le programme a mis un accent sur l'accès à l'information à travers la mise en place des plateformes sur les différents réseaux sociaux la mise à service du site web du programme, du Site d'Information et de Transparence (SIT) et par la contractualisation de radios locales pour la couverture des activités. Sur base de cet expérience, et vu l'intérêt et l'aptitude de la jeunesse à utiliser ces différents media, le programme améliorera toutes ces canaux d'information et communication à travers le recrutement d'une chargé(e) de communication &amp; de genre qui s'occupera de la vulgarisation de l'utilisation de ces différents outils de communication aussi bien par les jeunes que par les autorités. La digitalisation des communications entre les Jeunes développée lors de la première phase se poursuivra également à travers la composante V4T.</p> <p>Sur le plan recherche, un Centre d'Archivage Numérique (CAN) poursuivra pour stocker les résultats des recherches et tous les autres produits (artistiques, académiques, journalistiques) qui découlent du PGLR et du PGLR+. Ce centre est géré par les jeunes des Maisons de jeunes, qui se sont mis en réseau. l'acquisition de nouveau kit de collecte et la mise en place d'une plateforme commune de collecte et de rapportage des indicateurs du programme. Cette plateforme sera toujours basée sur la collecte des données via les smartphones et permettra la remonter en temps réelle des données permettant le calcul des indicateurs.</p> <p>Les risques éventuels liée à l'usage des nouvelles technologies et les mesures de mitigation sont été articulés dans l'analyse de risques, portant en particulier sur le risque de non fonctionnement de ces technologie et la mauvaise usage pour distribuer des messages polarisantes.</p>

### **2.3 Cooperation, harmonisation and added value**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Briefly describe:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• whether the proposed activity involves cooperation with, for example, Dutch organisations, other donors, local organisations or other parties;</li> <li>• how this cooperation contributes to harmonisation, complementarity, joint financing, delegated cooperation (silent partnership) and multidonor financing;</li> </ul>	<p>Oui, tel que démontré lors de la phase 1 du programme (et décrit ci-haut) les synergies sont cherchés avec les autres intervenants dans les zones cibles, y inclus des programmes appuyés par les Pays-Bas. L'ambassade, à travers son rôle colead du Groupe Thématique Gouvernance, invitera l'équipe PGLR a donner une présentation aux groupe de dialogue relatif à la décentralisation, afin de faciliter la coordination avec les autres bailleurs dans ce domaine (notamment la Suède, la Suisse, AfD). De plus, lors de la phase de démarrage, des pistes de collaboration serons explorés avec la Coopération</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>the added value of the activity in relation to other activities by donors, NGOs and local authorities.</li> </ul>	Suisse, qui ont récemment exprimé l'intérêt de s'associer au programme.
--	---

#### **2.4 Channel and aid modality (including alignment)**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Briefly describe: <ul style="list-style-type: none"> <li>whether the aid modality selected is appropriate and why;</li> <li>whether the degree of (financial and policy) alignment is substantiated; see the MACS risk analysis;</li> <li>whether the aid modality/channel has been chosen on the basis of a consideration of the available options;</li> <li>whether there is any contribution or coparticipation from the recipients, and explain the level of co-participation.</li> </ul>	Le circuit financier proposé pour ce programme est approprié, et suit la modalité de contribution de la première phase du programme. La capacité de gestion financière du consortium SNV-ICCO-Oxfam est bonne, tel que valide par les rapports d'audit de la phase 1.

#### **2.5 Monitoring (for details, see the [MEL guidelines](#))**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Briefly describe: <ul style="list-style-type: none"> <li>whether there is sufficient time and capacity available for monitoring and learning;</li> <li>whether the relevant BZ Theories of Change and results frameworks have been communicated to the implementing organisation and whether these align with BZ standard indicators;</li> <li>whether the Theory of Change/intervention logic/logframe for the activity has been set out in sufficient detail in terms of inputs, outputs, outcomes, assumptions and context variables;</li> <li>how the implementing organisation will organise the monitoring and whether the implementing organisation will deliver a separate <b>MEL plan</b>.</li> </ul>	Le développement de la Théorie de Changement a fait l'objet de plusieurs étapes de commentaires, y inclus de la part de Clingendael et DSH. Elle cadre bien avec la TdC du Ministère. Un cadre de résultats avec les indicateurs clés a été soumis avec la propositions, qui intègre les indicateurs du Ministère pour une meilleure harmonisation avec le cadre de résultats DGIS. Lors de la phase de démarrage, ce cadre de résultats sera davantage être raffiné. Il n'est pas prévu de partager le plan détaillé de suivi et évaluation avec l'ambassade en tant que tel, mais il est prévu que le système de collecte de données sera davantage renforcé à travers la mise en place d'une plateforme commune de collecte et de rapportage des indicateurs du programme, qui sont collecte par les acteurs de terrain avec les smart phones.

**2.6 Evaluation ([click here for the quick reference guide](#)) (for details, see the [MEL guidelines](#))**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Describe briefly: <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>For activities</u>:<ul style="list-style-type: none"><li>- worth EUR 5 million or more'; or</li><li>- of strategic importance; or</li></ul></li></ul>	Une évaluation mi-parcours et finale sont planifiés, dont le mi-parcours est directement budgétisé dans le budget de programme. L'évaluation finale sera prise en charge et géré par l'ambassade.
<ul style="list-style-type: none"><li>- involving political risks/interests; or</li><li>- for which evaluation has been agreed with parliament</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>o whether the implementing organisation has been informed about the MANDATORY FINAL EVALUATION and the procedure BZ follows in this regard;</li><li>o whether it has been agreed to include specific questions in the final evaluation. State the questions here.</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>For all other activities</u>, briefly describe:<ul style="list-style-type: none"><li>o whether an evaluation or mid-term review will take place and, if so, when.</li><li>o whether sufficient budget has been set aside and whether there is a timetable to ensure the evaluation procedure starts on time;</li><li>o who is going to organise the evaluation - this can be BZ or the implementing organisation that hires an evaluator;</li><li>o whether it has been agreed to include specific evaluation questions in the final evaluation.</li></ul></li></ul>	

## 5. Implementation and agreements

### 5.1 Budget

RESULTATS		Elargissement d'un mouvement de citoyens et citoyennes	Augmentation transparence, redevabilité responsables publiques et citoyens	Amélioration performance responsables publics et l'accomplissement des devoirs des citoyens	Institutionnalisation de l'approche et mise à l'échelle	Total	Total
	<b>Direct Staff costs</b>						
	- National staff	455.292	243.026	236.025	196.243	<b>1.130.586</b>	<b>6%</b>
I	- Expat staff	297.666	192.795	192.795	308.964	<b>992.220</b>	<b>5%</b>
	Partners Staff cost	1.026.355	424.645	420.735	478.807	<b>2.350.541</b>	<b>12%</b>
	<b>Other direct costs (activities)</b>						
	- Activity costs	1.265.398	773.038	807.732	671.187	<b>3.517.355</b>	<b>18%</b>
	- Activity related travel costs	44.683	44.683	44.683	33.188	<b>167.237</b>	<b>1%</b>
	- materials/investments	25.983	25.640	25.640	26.212	<b>103.475</b>	<b>1%</b>
II	- vehicle costs	26.107	26.107	26.107	26.107	<b>104.428</b>	<b>1%</b>
	- partner costs	3.115.027	1.952.551	1.980.710	1.520.654	<b>8.568.943</b>	<b>43%</b>
	- other project related costs	49.800	49.800	49.800	49.800	<b>199.200</b>	<b>1%</b>
	<b>A: SUBTOTAL Direct costs</b>	<b>6.306.310</b>	<b>3.732.285</b>	<b>3.784.227</b>	<b>3.311.162</b>	<b>17.133.984</b>	<b>86%</b>
	Partner Indirect Costs	390.995	223.426	223.426	279.282	<b>1.117.128</b>	<b>6%</b>
III	In-country Program delivery costs (6.5%)	435.325	257.121	260.497	233.379	<b>1.186.322</b>	<b>6%</b>
	<b>B: SUBTOTAL Direct + Program Delivery Costs</b>	<b>7.132.630</b>	<b>4.212.831</b>	<b>4.268.150</b>	<b>3.823.823</b>	<b>19.437.434</b>	<b>97%</b>
IV	Global Indirect costs (8.5%)	195.980	122.669	125.176	118.742	<b>562.568</b>	
	<b>C: Subtotal</b>	<b>7.328.610</b>	<b>4.335.501</b>	<b>4.393.326</b>	<b>3.942.564</b>	<b>20.000.001</b>	<b>100%</b>
	D: Unforeseen (z%, max 5%)					-	
	<b>TOTAL</b>	<b>7.328.610</b>	<b>4.335.501</b>	<b>4.393.326</b>	<b>3.942.564</b>	<b>20.000.001</b>	<b>100%</b>
	Percentage	37%	22%	22%	20%	<b>100%</b>	

### Cout par Categories EKN Budget

Category		Year 1	Year 2	Year 3	Year 4	Year 5	Total
	<b>Direct Staff costs</b>						
	- National staff	226.117	226.117	226.117	226.117	226.117	<b>1.130.586</b>
I	- Expat staff	198.444	198.444	198.444	198.444	198.444	<b>992.220</b>
	Partners Staff cost	470.108	470.108	470.108	470.108	470.108	<b>2.350.541</b>
	<b>Other direct costs (activities)</b>						

	- Activity costs	703.471	703.471	703.471	703.471	703.471	<b>3.517.355</b>
	- Activity related travel costs	33.447	33.447	33.447	33.447	33.447	<b>167.237</b>
	- materials/investments	95.993	1.871	1.871	1.871	1.871	<b>103.475</b>
II	- vehicle costs	20.886	20.886	20.886	20.886	20.886	<b>104.428</b>
	- partner costs	1.855.708	1.702.125	1.700.189	1.652.875	1.658.045	<b>8.568.943</b>
	- other project related costs	39.840	39.840	39.840	39.840	39.840	<b>199.200</b>
	<b>A: SUBTOTAL Direct costs</b>	<b>3.644.014</b>	<b>3.396.309</b>	<b>3.394.373</b>	<b>3.347.059</b>	<b>3.352.229</b>	<b>17.133.984</b>
III	Partner Indirect Costs	223.426	223.426	223.426	223.426	223.426	<b>1.117.128</b>
	In-country Program delivery costs (6.5%)	251.384	235.283	235.157	232.081	232.418	<b>1.186.322</b>
	<b>B: SUBTOTAL Direct + Program Delivery Costs</b>	<b>4.118.823</b>	<b>3.855.017</b>	<b>3.852.956</b>	<b>3.802.566</b>	<b>3.808.072</b>	<b>19.437.434</b>
IV	Global Indirect costs (8.5%)	119.330	110.809	110.809	110.809	110.809	<b>562.568</b>
	<b>C: Subtotal</b>	<b>4.238.153</b>	<b>3.965.826</b>	<b>3.963.765</b>	<b>3.913.375</b>	<b>3.918.882</b>	<b>20.000.001</b>
	D: Unforeseen (z%, max 5%)						-
	<b>TOTAL</b>	<b>4.238.153</b>	<b>3.965.826</b>	<b>3.963.765</b>	<b>3.913.375</b>	<b>3.918.882</b>	<b>20.000.001</b>

### 5.1.1 Breakdown of costs

*This is a difficult section for some people. Be sure to involve your Control Unit, work together and look at the submitted budget carefully. State what the total costs are of the activity and overheads.*

**Task:** *Indicate the various cost centres (activities and outputs) in the rows and cost types (e.g. staff, equipment, etc.) in the columns. If this information has been provided in enough detail as part of the project proposal, this section does not need to be completed. [Click here for the quick reference guide.](#)*

La structure du budget du PGLR+ suit le modèle qui fait partie de l'accord entre DGIS et les partenaires (modèle de budget de la DGIS-SNV). Les catégories et les principales lignes budgétaires couvrent les coûts suivants. Le pourcentage entre parenthèses est le montant dépensé pour chaque catégorie ou ligne budgétaire principale en pourcentage du budget total:

1. « *L'élargissement du mouvement de citoyens et de citoyennes* » constitue l'investissement majeur avec 37% du budget global. Le PGLR+ permet au mouvement de jeunes femmes et hommes de la première phase de s'élargir à un mouvement de 163.008 citoyens et de citoyennes qui comprennent le système politique dans lequel ils vivent et en pratiquent les devoirs qui y sont associés. Cet investissement est nécessaire car ce mouvement est la base de la durabilité de l'approche pour arriver à constituer une masse critique de citoyens et citoyennes garants de cette gestion inclusive durable ;
2. « *L'amélioration de la transparence des Responsables Publics Locaux et des organisations de provenances des jeunes leaders* » nécessite un investissement de 22% du budget afin de poursuivre l'effort de transparence des Responsables Publics Locaux et de l'élargir aux 4.800 organisations de provenance des 5.200 jeunes leaders ;
3. « *L'amélioration de la performance des Responsables Publics Locaux dans la gestion des affaires publiques et des citoyens et citoyennes dans l'exercice de leurs devoirs* », nécessite aussi un investissement de 22% du budget, ce qui est essentiel pour que les comportements de transparence soient doublés de performance des Responsables Publics Locaux dans la gestion de leurs compétences déléguées par l'Etat et des citoyens et citoyennes dans l'exercice de leurs devoirs ;
4. « *La mise à l'échelle et l'institutionnalisation de l'approche PGLR* » constitue un investissement de 20% du budget afin de mettre en œuvre une série de nouvelles activités impliquant les élites régionales jusqu'au niveau national afin que cette approche reconnue par les évaluations externes telle une approche à généraliser dans l'ensemble des communes du pays devienne une réalité nationale utile à la sortie de crise en cours.

### Coûts directs de personnel (23%)

- Personnel national (6%) : ce montant couvre les coûts prévus pour le personnel des 4 agences travaillant sur un contrat local. Pour l'ensemble du personnel, le coût estimé est basé sur l'échelle des salaires appliquée par chaque agence, y compris les taxes et les avantages. Les coûts de l'ensemble du personnel sont pris au coût avec une indexation moyenne de 1.2% appliquée à partir de l'année 2 ;
- Personnel international (5%) : ce taux couvre les coûts réels estimés du personnel des 4 agences travaillant sur un contrat d'expatriation ou en support à partir de leurs sièges ;
- Partenaires de mise en œuvre et consultants (12%) : ce montant comprend les coûts du personnel des partenaires de mise en œuvre et de consultants que les 4 agences contracteront en fonction des besoins de supports et de mise en œuvre.

### Autres coûts directs (63%)

- Coûts d'activité (19%) : cela comprend les activités principalement mises en œuvre par la coordination et les directions des agences du programme ;
- Frais de voyage (moins de 1%) : les coûts des 4 agences pour les voyages internationaux et nationaux sont y couverts ;
- Équipements et fournitures liés au projet (moins de 1%) : l'achat des articles nécessaires au fonctionnement du programme est inclus dans cette ligne, par exemple les véhicules, les ordinateurs portables et autres équipements liés au projet.
- Frais de bureau liés au programme (moins de 1%) : les coûts des bureaux des 4 agences à Bamako, Ségou, et Mopti comprennent les coûts de location des bureaux, de communication, de TIC, de sécurité, de fournitures, d'entretien, d'électricité et d'eau et les frais bancaires, nécessaires à la mise en œuvre du programme ;
- Les coûts des véhicules liés au projet (moins de 1%) : les frais de fonctionnement pour l'entretien et l'utilisation des véhicules, nécessaires à la mise en œuvre du programme ;
- Coûts des partenaires de mise en œuvre (44%) : coûts totaux budgétisés pour les partenaires de mise en œuvre pour la mise en œuvre de leurs parties du programme.

#### 5.1.2 Financing

*The aim of this section is to provide better insight into the activity's financing.*

**Task:** *Indicate the total costs and envisaged inputs of the activity. Use the overview below. If there are multiple donors, state each donor's contribution.*

<b>Total budget</b>		<b>EUR 20.000.000</b>
Implementing organisation's and partners' own contribution	N/A	
Firm commitments by other donors (itemise by donor)	N/A	
Dutch contribution	EUR 20,000,000	
<b>Still to be financed</b>		
Soft commitments by other donors		
<b>Uncovered balance</b>		<b>0</b>
<b>Evaluation costs</b> <i>If you are planning to carry out an evaluation on the activity, provide an estimate for these costs.</i>	<i>Evaluation finale 45,000 EUR</i>	

Lors de la phase de démarrage, des pistes de collaboration seront explorés avec la Coopération Suisse, qui ont récemment exprimé l'intérêt de contribuer au programme.

### **5.1.3 Other contributions**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
State what other – non-financial – contributions are relevant to implementation of the activity, such as deployment of volunteers, availability of buildings, materials, etc.	Les Maison de Jeunes de l'état sont mise à la disposition du programme pour fonctionner comme centre d'activités des jeunes leaders. De plus, un liste de matériaux achetés lors de la première phase a été fourni à la demande de l'ambassade. Les matériaux dont l'état est encore bon seront mis à la disposition des activités de la nouvelle phase.

### **5.1.4 Budgetary risks**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
If there is an uncovered balance, state how this will affect implementation of the activity (e.g. proportional reduction in outputs or omission of regions) and how this will affect the decision whether to fund this activity.	N/A

### **5.1.5 Statement on the budget presented**

The budget presented does/does not satisfy the following requirements:

Budget is arithmetically correct	YES
Overheads are proportional to the outputs to be delivered. Please note: What is included? What is recharged? Are costs entered twice (e.g. as indirect costs and in the administrative cost allowance)?	YES
Are the other amounts/rates in the budget acceptable in relation to the activity?	YES
Is the budget suitable as a management tool (linking of outputs – budget)	YES
Implementation is conditional on budget being amended*	N/A

\* *Specify the requirements that the budget must satisfy and the date by which the budget must be amended.*

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Briefly describe any anomalies that were identified when assessing the budget and any changes made to the budget as a result.	La première version du budget était plus haute (22m approximative). Suite aux commentaires de l'ambassade, le budget a été réduit, en respectant une bonne équilibre couts directs/indirects.

## **5.2 Prepayments**

### **5.2.1 Earmarking multi-donor activities**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
Is the Dutch contribution to the programme earmarked (i.e. reserved for a specific purpose)? If so, specify the reasons why.  Are other donors' contributions earmarked? If so, explain how this will affect reporting.	No

### **5.2.2 Prepayment/no prepayment**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Using the <a href="#">prepayment decision tree</a>, assess whether the payments need to be entered as prepayments and give reasons for this. Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section.</p> <p>In the case of lump sum funding, assess this against the applicable criteria and give the reasons for your choice.</p>	Prepayment

### **5.2.3 Grant with a repayment obligation, loans, equity investment or guarantee**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Does the Dutch contribution take the form of a grant with a repayment obligation, a loan, an equity investment or a guarantee (either in whole or in part)?</p> <p>Are there revolving funds? What will happen to any residual funds?</p> <p>If so, briefly set out the consequences for accounting and how correct processing in the financial records will be ensured.</p>	No

### **5.2.4 Accounting for prepayments**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Set out the reporting obligations on the basis of which the prepayment can be closed, such as an audit report (if applicable) or a financial statement issued by the organisation itself.</p>	Prepayments will be justified on the basis of approved yearly narrative, financial and audit reports.

### **5.2.5 Payment schedule**

Use the [payment schedule decision tree \(click here for the quick reference guide\)](#) to determine the required payment frequency for this activity.

**Task:** Give the outcome of this assessment along with a brief explanation in this section.

<b>Milestone payment date</b>	<b>Milestone payment currency and amount</b>
Size of first payment after signature	EUR 4.238.000
March 2022	EUR 3.966.000
March 2023	EUR 3.964.000
March 2024	EUR 3.913.000
March 2025	EUR 2.919.000
After appraisal final reports 5%	EUR 1.000.000
<b>TOTAL</b>	<b>EUR 20.000.000</b>

### **5.3 Monitoring**

For activities that fall under a framework agreement (UN, IFI) or when a multi-donor arrangement is in place, the activity analysis decision tree and the decision tree for determining the type of audit opinion can be skipped.

#### **5.3.1 Substantive and financial reports**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Use the <a href="#">activity analysis decision tree (click here for the quick reference guide)</a> to determine the required reporting information for this activity. Give the outcome and a brief explanation in this section.</p> <p><b>Task</b> Set out any issues requiring special attention in terms of monitoring.</p>	<p>Annual Narrative and Financial Reports</p> <p>Annual Audit</p> <p>Annual Plans</p> <p>Mid-term evaluation</p> <p>Final Evaluation</p>

\* Recipients of grants up to EUR 125,000 that fall under the Uniform Grant Framework (USK) must submit activity completion statements (P statements) rather than narrative reports.

*In the event of additional criteria: specify what conditions must be set (e.g. greater payment frequency, substantive criteria, etc.). Indicate whether there is another way of gaining insight into the activity's implementation (e.g. participating in the board or the donor committee).*

### **5.3.2 Audit opinions**

<b>Task</b>	<b>Description</b>
<p>Use the <a href="#">type of audit opinion decision tree (click here for the quick reference guide)</a> to determine whether an audit opinion is required for the activity. Briefly give the reasons in this section, along with the outcome of the decision tree. Will the auditor provide additional reports? Check the risks you set out in the risk section above. It may be desirable to have the audit opinion accompanied by an additional auditor's report on the risks set out above. You should ask your Control Unit for advice.</p>	<p><b>An audit opinion is required for the activity. We will also ask for an additional report on some issues, see audit protocol</b></p>
<p>If the organisation itself also makes prepayments you should ask the organisation's auditor to report on effective monitoring that the organisation carries out on prepayments.</p>	

### **5.3.3 Annual plans and other reports**

<p>State whether any other reports (annual plans, management assertions) are required in addition to the above narrative and financial reports.</p>	<p>PEA analysis</p> <p>Final M&amp;E Framework / Baseline</p> <p>Exit Strategy</p>
---	--

### **5.3.4 Reporting obligations**

**Task:** Set out the reporting requirements in the table below, to ensure they are accurately incorporated in the decision/agreement.

<b>Type</b>	<b>Any specific requirements*</b>	<b>Period</b>	<b>Submission</b>

<b>Annual plan</b>		01-04-2021 - 31-03-2022 01-04-2022 - 31-03-2023 01-04-2023 - 31-03-2024 01-04-2024 - 31-03-2025 01-04-2025 - 31-03-2026	proposal 1-2-2022 1-2-2023 1-2-2024 1-2-2025
<b>IATI narrative report*</b>		01-04-2021 - 31-03-2022 01-04-2022 - 31-03-2023 01-04-2023 - 31-03-2024 01-04-2024 - 31-03-2025 01-04-2025 - 31-03-2026]	30-06-2022 30-06-2023 30-06-2024 30-06-2025 30-06-2026
<b>Financial report</b>		01-04-2021 - 31-03-2022 01-04-2022 - 31-03-2023 01-04-2023 - 31-03-2024 01-04-2024 - 31-03-2025 01-04-2025 - 31-03-2026	30-06-2022 30-06-2023 30-06-2024 30-06-2025 30-06-2026
<b>Final narrative report IATI**</b>		01-04-2021- 31-03-2026	30-06-2026
<b>Final financial</b>		01-04-2021- 31-03-2026	30-06-2026
<b>Audit</b>		01-04-2021 - 31-03-2022 01-04-2022 - 31-03-2023 01-04-2023 - 31-03-2024 01-04-2024 - 31-03-2025 01-04-2025 - 31-03-2026	30-06-2022 30-06-2023 30-06-2024 30-06-2025 30-06-2026
<b>Mid -term evaluation report ***</b>		01-04-2021 - 01-01-2023	31-03-2024
<b>Final evaluation report</b>		01-04-2021 - 31-03-2026	30-06-2026
<b>Various (overige) report</b>		PEA analysis Final M&E Framework / Baseline Exit Strategy	31-12-2021

\* Narrative report: reports on the contributions by third parties (inputs), outputs, outcome, sustainability and the spending of the Dutch contribution in accordance with the latest approved budget. If a financial report (other than the A statement) is submitted separately, please insert a row.

\*\* See also the results given in section 5.3.1; if any additional criteria are desirable, insert them here.

\*\*\* Only include evaluation report as a reporting obligation if responsibility for carrying out the evaluation falls to the business partner. In that case, BZ must approve the ToR in advance. Evaluations costs should be part of the activity budget.

<b>Task</b>	<b>Description</b>
For activities worth EUR 250,000 or more, state why an IATI narrative report is not a reporting obligation (if this is indeed the case). Also describe what has been agreed with the organisation in terms of implementation and what needs to be included in the contribution agreement or grant decision in this regard.	SNV will report in IATI